



**Pacte international
relatif aux droits civils
et politiques**

Distr.
GÉNÉRALE

CCPR/C/90/1
10 mai 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMITÉ DES DROITS DE L'HOMME
Quatre-vingt-dizième session
Genève, 9-27 juillet 2007

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ET ANNOTATIONS

Note du Secrétaire général

1. La quatre-vingt-dizième session du Comité des droits de l'homme se tiendra à l'Office des Nations Unies à Genève du 9 au 27 juillet 2007. Elle s'ouvrira le lundi 9 juillet 2007 à 10 heures au Palais Wilson (salle de conférence du rez-de-chaussée).
2. On trouvera ci-après l'ordre du jour provisoire de cette session, établi par le Secrétaire général en consultation avec le Président du Comité conformément à l'article 6 du Règlement intérieur, ainsi que les annotations s'y rapportant.
3. Conformément à l'article 33 du Règlement intérieur, les séances du Comité seront publiques, à moins que le Comité n'en décide autrement ou qu'il ne ressorte des dispositions applicables du Pacte ou du Protocole facultatif s'y rapportant qu'elles doivent être privées.
4. L'attention des États parties est appelée en particulier sur les annotations au point 6 de l'ordre du jour, où figure le calendrier provisoire de l'examen des rapports pendant la session. Conformément à l'article 68 du Règlement intérieur, les représentants des États parties sont censés assister aux séances du Comité consacrées à l'examen de leur rapport.
5. Comme il est prévu à l'article 95 du Règlement intérieur, un groupe de travail se réunira pendant une semaine avant la quatre-vingt-dizième session, soit du 2 au 7 juillet 2007.

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

1. Ouverture de la session par la Haut-Commissaire aux droits de l'homme ou son représentant.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Organisation des travaux et questions diverses.
4. Réunion avec les représentants d'organisations non gouvernementales et intergouvernementales.
5. Présentation de rapports conformément à l'article 40 du Pacte.
6. Examen des rapports soumis conformément à l'article 40 du Pacte.
7. Suivi des observations finales portant sur l'examen des rapports des États parties et des constatations adoptées au titre du Protocole facultatif.
8. Observations générales du Comité.
9. Examen des communications présentées en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

ANNOTATIONS

1. Ouverture de la session par la Haut-Commissaire aux droits de l'homme ou son représentant

La Haut-Commissaire aux droits de l'homme ou son représentant ouvrira la quatre-vingt-dizième session du Comité.

2. Adoption de l'ordre du jour

Conformément à l'article 8 du Règlement intérieur, l'adoption de l'ordre du jour constitue le premier point de l'ordre du jour. Conformément à l'article 9, le Comité peut modifier son ordre du jour en cours de session et, s'il y a lieu, ajourner l'examen de questions ou en supprimer.

3. Organisation des travaux et questions diverses

Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité examinera diverses questions qui relèvent de son mandat.

4. Réunion avec les représentants d'organisations non gouvernementales et intergouvernementales

À sa quatre-vingt-neuvième session, le Comité a décidé d'entendre des représentants d'organisations non gouvernementales et intergouvernementales représentées à l'Office des Nations Unies à Genève. La réunion a été programmée pour la matinée du lundi 9 juillet 2007, de 11 heures à 13 heures.

5. Présentation de rapports conformément à l'article 40 du Pacte

A. Rapports reçus

Outre les rapports que le Comité doit examiner à sa quatre-vingt-dizième session (voir plus loin au point 6 le calendrier proposé), le Secrétaire général a reçu le deuxième rapport périodique de Monaco, le quatrième rapport périodique des Pays-Bas et le cinquième rapport périodique du Danemark.

B. Rapports attendus

La situation concernant la présentation de rapports par les États parties en application de l'article 40 du Pacte est exposée au chapitre III et aux annexes III et IV du rapport annuel que le Comité a soumis à l'Assemblée générale en 2006 (A/61/40, vol. I).

6. Examen des rapports soumis par les États parties conformément à l'article 40 du Pacte

On trouvera ci-après un calendrier provisoire pour l'examen des rapports à la quatre-vingt-dizième session, établi en consultation avec le Comité:

**Calendrier pour l'examen des rapports soumis conformément
à l'article 40 du Pacte et de la situation dans un pays**

Zambie	Troisième rapport périodique (CCPR/C/ZMB/3)	Lundi 9 juillet 2007 (après-midi) Mardi 10 juillet 2007 (matin)
Soudan	Troisième rapport périodique (CCPR/C/SDN/3)	Mercredi 11 juillet 2007 (après-midi) Jeudi 12 juillet 2007 (matin)
République tchèque	Deuxième rapport périodique (CCPR/C/CZE/2)	Lundi 16 juillet 2007 (matin) Mardi 17 juillet 2007 (après-midi)
Grenade	Situation dans le pays (absence de rapport)	Mercredi 18 juillet 2007 (matin et après-midi)

Conformément à l'article 68 du Règlement intérieur, le Secrétaire général a informé les gouvernements des États parties intéressés des dates provisoires auxquelles le Comité doit examiner leur rapport à sa quatre-vingt-dizième session.

Les rapports qu'il est prévu d'examiner à la quatre-vingt-dizième session sont ceux de la République tchèque, du Soudan et de la Zambie.

Conformément au paragraphe 1 de l'article 70 du Règlement intérieur du Comité, le Gouvernement grenadien a aussi été informé des dates auxquelles le Comité examinera la situation des droits civils et politiques dans le pays (en l'absence de rapport) à sa quatre-vingt-dizième session.

Les équipes spéciales chargées des rapports périodiques examineront et adopteront les listes de points à traiter à l'occasion de l'examen des rapports de l'Algérie, du Botswana, de la Géorgie, de la Jamahiriya arabe libyenne et de l'ex-République yougoslave de Macédoine.

**7. Suivi des observations finales portant sur l'examen des rapports des États parties
et des constatations adoptées au titre du Protocole facultatif**

À sa soixante-quatorzième session, le Comité a pris des décisions concernant la procédure permettant d'assurer le suivi des observations finales. À la soixante-quinzième session, il a désigné un rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales, qui rendra compte de ses activités pendant la quatre-vingt-dizième session. Le Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations adoptées au titre du Protocole facultatif fera aussi rapport sur ses activités.

8. Observations générales du Comité

Au titre de ce point, le Comité poursuivra l'examen d'un projet d'observation générale révisée relative à l'article 14 (droit à un procès équitable).

**9. Examen des communications présentées en vertu du
Protocole facultatif se rapportant au Pacte**

Conformément aux dispositions du chapitre XVII du Règlement intérieur, le Comité examinera au titre de ce point les communications qui lui sont présentées ou paraissent lui être présentées en vertu du Protocole facultatif.

Au 9 mai 2007, le Comité était saisi d'un total de 283 communications. Conformément aux nouvelles dispositions du Règlement intérieur, qui autorisent l'examen simultané de la question

de la recevabilité et du fond dans la plupart des cas, l'examen de ces communications peut aboutir à l'adoption de constatations ou à une décision de recevabilité ou d'irrecevabilité.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 5 du Protocole facultatif et à l'article 88 du Règlement intérieur, ce point de l'ordre du jour sera examiné en séance privée.
